



CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES (CCAP)

ACCORD-CADRE DE TECHNIQUES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION

Maintenance des autocommutateurs et équipements de téléphonie (PABX)

Référence N° 20OCC01L

Date et heure limites de réception des offres :
Jeudi 10 septembre 2020 à 15 :00

Chambre de Commerce et d'Industrie Région Occitanie
CCI Occitanie
5 Rue DIEUDONNE COSTES
BP 80032
31701 BLAGNAC CEDEX

SOMMAIRE

1 - Dispositions générales du contrat.....	3
1.1 - Objet du contrat	3
1.2 - Décomposition du contrat	4
1.4 - Type d'accord-cadre.....	4
1.5 - Conditions d'attribution des bons de commande.....	4
1.5.1 - Réalisation de prestations similaires	4
1.6 Clause de réexamen.....	4
2 - Pièces contractuelles.....	5
2.1 Documents non applicables :.....	5
3 - Intervenants.....	5
3.1 – Habilitations – Certifications :.....	5
4 - Confidentialité et mesures de sécurité.....	5
5 - Protection des données à caractère personnel.....	6
5.1 - Description du traitement de données à caractère personnel	6
5.2 - Obligations du titulaire	6
5.2.1 - Autorisation de désignation d'un autre prestataire.....	6
5.2.2 - Droit d'information des personnes concernées	6
5.2.3 - Exercice des droits des personnes.....	6
5.2.4 - Notification des violations de données à caractère personnel.....	6
5.2.5 - Aide du titulaire dans le cadre du respect par l'acheteur de ses obligations	7
5.2.6 - Mesures de sécurité des données à caractère personnel	7
5.2.7 - Sort des données.....	7
5.2.8 - Délégué à la protection des données	7
5.2.9 - Registre des catégories d'activités de traitement	7
5.2.10 - Documentation.....	8
5.3 - Obligations de l'acheteur	8
6 - Durée et délais d'exécution.....	8
6.1 - Durée globale prévisionnelle des prestations	8
7 - Prix.....	8
7.1 - Caractéristiques des prix pratiqués.....	8
7.2 - Modalités de variation des prix	8
8 - Garanties Financières.....	9
9 - Avance	9
10 - Modalités de règlement des comptes.....	9
10.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs.....	9
10.2 - Présentation des demandes de paiement.....	9
10.3 - Délai global de paiement.....	10
10.4 - Paiement des cotraitants	10
10.5 - Paiement des sous-traitants.....	10
11 - Conditions d'exécution des prestations	11
11.1 – Obligation d'information et de conseil :	11
11.2 –Conformité et réglementation :.....	11
11.3- Matériels, objets et approvisionnements confiés au titulaire :	11
11.4 - Garantie des fournitures :	11
11.5 Formation du personnel :	11
12 - Constatation de l'exécution des prestations	12
12.1 – Collaboration avec les tiers :.....	12
12.2 – Livraisons exécution des prestations associées :	12
12.3- Vérifications.....	12
12.5 - Décision après vérification	12
12.6 – Matériel non installé par le titulaire :.....	13
13 – Délais :.....	13
13.1 – Prolongation de délais à l'initiative du titulaire :	13
14 –Concession et droit de propriété intellectuelle :	13
14.1 – Droit d'usage :	13
15 - Cybersécurité :	13
16 - Garantie des prestations	13
17 - Pénalités	14
17.1 - Pénalités de retard	14
17.2 - Pénalités d'indisponibilité pour les prestations de maintenance.....	14
17.3 - Pénalité pour travail dissimulé.....	14
18 - Assurances	14
19 - Résiliation du contrat.....	14
19.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre.....	14
19.2 - Redressement ou liquidation judiciaire.....	15
20 - Règlement des litiges et langues.....	15
21 - Clauses complémentaires.....	16
22 - Dérogations	16

1 - Dispositions générales du contrat

Définitions

Pouvoir Adjudicateur : personne morale de droit public, qui conclut le marché ou accord-cadre avec son titulaire ici la CCI Occitanie.

Candidat : désigne l'entreprise qui répond au présent dossier de consultation.

Titulaire : désigne l'entreprise qui conclut le marché ou accord cadre

1.1 - Objet du contrat

Les stipulations du présent Cahier des Clauses Administratives particulières (CCAP) concernent :

La maintenance des autocommutateurs et équipements de téléphonie (PABX)

Cet accord-cadre fixe toutes les conditions d'exécution des prestations, il est exécuté au fur et à mesure des besoins, par l'émission de bons de commande émis par le Pouvoir Adjudicateur.

Lieu(x) d'exécution :

SITES	ADRESSE
CCI OCCITANIE (31-34)	Siège 5, rue Dieudonné Costes – BP 80032 - 31701 Blagnac cedex Site Pérols 99 impasse Adam Smith- Bâtiment B-CS 8100 - 34477 Pérols cedex
CCI DE L'ARIEGE (09)	21 Cours Gabriel Fauré - BP 30011 - 09001 FOIX cedex
CCI DE L'AUDE (11)	3, Boulevard Camille Pelletan – CS 30011 – 11890 CARCASSONNE
CCI AVEYRON (12)	17 rue Aristide Briand - 12000 RODEZ
CCI DU GARD (30)	12 rue de la République30032 NIMES Cedex
CCIT DE HAUTE GARONNE (31)	2, rue Alsace Lorraine – BP10202 - 31002 TOULOUSE
CCIT DU GERS (32)	Place Jean David -BP 10181 - 32004 AUCH CEDEX
CCI DE L'HERAULT (34)	Zone aéroportuaire Montpellier Méditerranée CS 90066- 34137 MAUGUIO Cedex
CCIT DU LOT (46)	107 Quai Cavaignac - 46002 CAHORS
CCIT DE LOZERE (48)	16, Boulevard du Soubeyran – BP 81-48002 MENDE
CCIT DES HAUTES PYRENEES (65)	1 Rue des évadés de France BP 350 – 65003 Tarbes cédex
CCIT DES PYRENEES ORIENTALES (66)	Quai de Lattre de Tassigny - BP 10941 66020 PERPIGNAN
CCI DU TARN (81)	Maison de l'Économie 1 avenue Hoche - 81012 ALBI CEDEX 9
CCIT DU TARN ET GARONNE (82)	53-61 Avenue Léon Gambetta -CS80527 - 82065 MONTAUBAN

1.2 - Décomposition du contrat

Il n'est pas prévu de décomposition en lots.

Conformément aux dispositions des articles L. 2113-110 et L. 2113-11 du code de la commande publique, la CCI Occitanie a décidé de recourir à un marché non-alloté (lot unique), l'allotissement risquant de rendre techniquement difficile l'exécution des prestations et d'en accroître le coût.

1.3 - Étendue des prestations

Le montant total des prestations de maintenance préventive, pour la durée de l'accord-cadre, est estimé(e) à : 60 k€ HT annuel.

Ce montant est donné à titre indicatif et ne saurait être considéré comme contractuel.

1.4 - Type d'accord-cadre

L'accord-cadre sans minimum ni maximum est passé en application des articles L2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique.

Il donnera lieu à l'émission de bons de commande tant pour les parties forfaitaires que pour les commandes à prix unitaires.

En dehors de la maintenance préventive liée aux prestations forfaitaires annuelles, et avant émission d'un bon de commande pour la réalisation d'une prestation de remplacement de petit matériel ou de maintenance curative, il sera demandé au titulaire la formalisation d'un devis pour la réalisation des prestations

1.5 - Conditions d'attribution des bons de commande

Les bons de commande seront émis par le service informatique de la CCI Occitanie et notifiés par le pouvoir adjudicateur.

Les mentions devant figurer sur chaque bon de commande sont les suivantes :

- le nom ou la raison sociale du titulaire.
- la date et le numéro du marché ;
- la date et le numéro du bon de commande ;
- le référent de la prestation
- les délais de livraison (date de début et de fin)
- les lieux de livraison des prestations
- le montant du bon de commande ;
- la nature et la description des prestations à réaliser ;

Seuls les bons de commande signés par le représentant du pouvoir adjudicateur pourront être honorés par le ou les titulaires.

Référent commande :

Mme Caroline MOULIE
Gestionnaire Administrative SI
Tel 05 62 74 20 50
Courriel : c.moulie@occitanie.cci.fr

1.5.1 - Réalisation de prestations similaires

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de confier ultérieurement au titulaire de l'accord-cadre, en application des articles L. 2122-1 et R. 2122-7 du code de la commande publique, un ou plusieurs nouveaux accords-cadres ayant pour objet la réalisation de prestations similaires.

1.6 Clause de réexamen

La présente clause de réexamen est introduite afin de prendre en compte l'évolution des équipements matériels des CCI ainsi que la réorganisation de l'activité formation dispensée au sein des 16 établissements du CFAR Occitanie.

Consécutivement à l'évolution des organisations, et dans un objectif d'amélioration de sa qualité de service, la CCI Occitanie pourra être amenée à :

- ajouter ou supprimer des sites
- ajouter ou supprimer des équipements et/ou des fonctionnalités aux systèmes de téléphonie.
- modifier le périmètre structurel

Si la modification de la structure juridique l'exige, le présent accord cadre sera scindé et transféré par avenant aux « nouveaux » établissements, pour assurer la continuité du marché.

Cette clause de réexamen permettra d'éviter de bouleverser l'économie du marché en cas de conclusion d'un ou plusieurs avenants venant modifier le périmètre matériel, géographique ou structurel du marché.

Il en est de même, en cas de modification financière de la maintenance préventive, à la hausse ou à la baisse, induite par l'évolution de la volumétrie matériels.

Dans le respect du périmètre du présent marché, les évolution du BPU ne feront pas l'objet d'un avenant.

2 - Pièces contractuelles

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-TIC, les pièces contractuelles de l'accord-cadre sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes
- La Décomposition des Prix Globaux et Forfaitaires (DPGF)
- Le Bordereau des prix unitaires (BPU)
- Le cadre de réponse technique du candidat valant mémoire technique présentant les procédés et moyens spécifiquement mis en œuvre pour la réalisation des prestations.
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP)
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de techniques de l'information et de la communication, approuvé par l'arrêté du 16 septembre 2009 (non fourni par le présent DCE).
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants, postérieurs à la notification du marché

Tout autre document pourra être rendu contractuel lors des réunions de démarrage de l'exécution du marché.

Toute clause contraire aux dispositions contenues dans le CCAP est réputée non écrite.

2.1 Documents non applicables :

Les conditions générales de vente du Titulaire ne sont pas applicables sur les points sur lesquels elles viennent en contradiction avec les documents contractuels du marché et si elles prescrivent des règles contraires aux principes du droit public et en particulier des marchés publics.

3 - Intervenants

3.1 – Habilitations – Certifications :

Le cas échéant, les intervenants peuvent présenter les habilitations constructeur pour les installations concernées par le présent marché.

4 - Confidentialité et mesures de sécurité

Le présent accord-cadre comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG-TIC.

Les prestations sont soumises à des mesures de sécurité conformément à l'article 5.3 du CCAG-TIC.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et/ou des mesures de sécurité.

5 - Protection des données à caractère personnel

Chaque partie au contrat est tenue au respect des règles relatives à la protection des données à caractère personnel auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du contrat.

Ces règles sont issues du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 ci-après désigné « le règlement européen sur la protection des données ».

5.1 - Description du traitement de données à caractère personnel

Le titulaire est autorisé à traiter pour le compte de l'acheteur les données à caractère personnel nécessaires pour fournir les prestations objet du contrat.

5.2 - Obligations du titulaire

Le titulaire s'engage à :

- traiter les données uniquement pour les seules finalités du traitement,
- traiter les données conformément aux instructions de l'acheteur.
- garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent contrat,
- veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité, reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel, et prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut.

Si le titulaire considère qu'une instruction constitue une violation du règlement européen ou du droit de l'Union ou du droit des États membres relatif à la protection des données, il en informe immédiatement l'acheteur. En outre, si le titulaire est tenu de procéder à un transfert de données vers un pays tiers ou à une organisation internationale, il doit informer l'acheteur avant le traitement, sauf si le droit concerné interdit une telle information pour des motifs importants d'intérêt public.

5.2.1 - Autorisation de désignation d'un autre prestataire

Le titulaire peut faire appel à un autre prestataire, désigné « le sous-traitant ultérieur », pour mener des activités de traitement spécifiques. Dans ce cas, il informe préalablement et par écrit l'acheteur de tout changement envisagé concernant l'ajout ou le remplacement d'autres prestataires. Cette information doit indiquer clairement les activités de traitement concernées, l'identité et les coordonnées du sous-traitant ultérieur et les dates du contrat de sous-traitance ultérieur. L'acheteur dispose d'un délai minimum de 6 jours à compter de la date de réception de cette information pour présenter ses objections. Cette sous-traitance ultérieure ne peut être effectuée que si l'acheteur n'a pas émis d'objection pendant le délai convenu.

Le sous-traitant ultérieur est tenu de respecter les obligations du présent contrat pour le compte et selon les instructions de l'acheteur. Il appartient au titulaire de s'assurer que celui-ci présente les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées. Le titulaire demeure pleinement responsable devant l'acheteur de l'exécution par le sous-traitant ultérieur de ses obligations.

5.2.2 - Droit d'information des personnes concernées

Il appartient à l'acheteur de fournir l'information aux personnes concernées par les opérations de traitement au moment de la collecte des données

5.2.3 - Exercice des droits des personnes

Le titulaire aide l'acheteur à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité des données, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

Lorsque les personnes concernées exercent auprès du titulaire des demandes d'exercice de leurs droits, le titulaire doit adresser ces demandes dès réception par courrier électronique à : dpo@occitanie.cci.fr

5.2.4 - Notification des violations de données à caractère personnel

Le titulaire notifie à l'acheteur toute violation de données à caractère personnel dans un délai maximum de 48 heures après en avoir pris connaissance et par le moyen suivant :
par mail au DPO : dpo@occitanie.cci.fr

Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre à l'acheteur, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente.

La notification contient au moins :

- la description de la nature de la violation de données à caractère personnel (catégories et nombre approximatif de personnes concernées par la violation et d'enregistrements de données) ;
- le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données ou d'un autre point de contact ;
- la description des conséquences probables de la violation de données à caractère personnel ;
- la description des mesures prises ou que le responsable du traitement propose de prendre pour remédier à la violation de données à caractère personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

Si, et dans la mesure où il n'est pas possible de fournir toutes ces informations en même temps, les informations peuvent être communiquées de manière échelonnée sans retard indu.

Après accord de l'acheteur, le titulaire communique, au nom et pour le compte l'acheteur, la violation de données à caractère personnel à la personne concernée dans les meilleurs délais, lorsque cette violation est susceptible d'engendrer un risque élevé pour les droits et libertés d'une personne physique.

La communication à la personne concernée décrit, en des termes clairs et simples, la nature de la violation de données à caractère personnel et contient au moins les mêmes éléments que la notification ci-dessus.

5.2.5 - Aide du titulaire dans le cadre du respect par l'acheteur de ses obligations

Le titulaire aide l'acheteur pour la réalisation d'analyses d'impact relative à la protection des données ainsi que pour la réalisation de la consultation préalable de l'autorité de contrôle.

5.2.6 - Mesures de sécurité des données à caractère personnel

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre les mesures de sécurité suivantes :

- la pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel
- les moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement ;
- les moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique ;
- une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

5.2.7 - Sort des données

Au terme de la prestation de services relatifs au traitement de ces données, le titulaire s'engage à détruire toutes les données à caractère personnel.

5.2.8 - Délégué à la protection des données

Le titulaire communique à l'acheteur le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un conformément au règlement européen sur la protection des données.

5.2.9 - Registre des catégories d'activités de traitement

Le titulaire déclare tenir par écrit un registre de toutes les catégories d'activités de traitement effectuées pour le compte de l'acheteur comprenant :

- le nom et les coordonnées du responsable de traitement pour le compte duquel il agit, des éventuels autres prestataires et, le cas échéant, du délégué à la protection des données,
- les catégories de traitements effectués pour le compte de l'acheteur,
- le cas échéant, les transferts de données à caractère personnel vers un pays tiers ou à une organisation internationale, y compris l'identification de ce pays tiers ou de cette organisation internationale et les documents attestant de l'existence de garanties appropriées le cas échéant,
- une description générale des mesures de sécurité techniques et organisationnelles, y compris entre autres, selon les besoins :
- la pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel ;
- des moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement ;
- des moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique ;

- une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

5.2.10 - Documentation

Le titulaire met à la disposition de l'acheteur, la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations et pour permettre la réalisation d'audits, y compris des inspections, par l'acheteur ou un autre auditeur qu'il a mandaté, et contribuer à ces audits.

5.3 - Obligations de l'acheteur

L'acheteur s'engage à :

- fournir au titulaire les données visées à l'article "Description du traitement de données à caractère personnel",
- documenter par écrit toute instruction concernant le traitement des données par le titulaire,
- veiller, au préalable et pendant toute la durée du traitement, au respect des obligations prévues par le règlement européen sur la protection des données de la part du titulaire,
- superviser le traitement, y compris réaliser les audits et les inspections auprès du titulaire.

6 - Durée et délais d'exécution

6.1 - Durée globale prévisionnelle des prestations

La date prévisionnelle de début des prestations est le 01/11/2020.

L'accord-cadre est conclu pour une durée de 1 an.

L'accord-cadre est conclu à compter de la réception de la notification du marché

Le marché est tacitement reconductible 3 fois.

La durée de chaque période de reconduction est de 12 mois.

La durée maximale du contrat, toutes périodes confondues, est de 48 mois.

La reconduction est considérée comme acceptée si aucune décision écrite contraire n'est prise par le pouvoir adjudicateur au moins 3 mois avant la fin de la durée de validité de l'accord-cadre.

Chaque site entrera dans le marché à la fin des contrats et/ou des garanties actuellement en cours sur ses équipements.

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 13.3 du CCAG-TIC.

7 - Prix

7.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

Le présent marché s'exécute à prix mixtes.

Les prestations sont réglées par application de prix forfaitaires et unitaires selon les stipulations de l'acte d'engagement.

Les prix forfaitaires sont renseignés dans la Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF) et les prix unitaires des matériels et des prestations sont fixés au Bordereau des prix unitaire (BPU).

7.2 - Modalités de variation des prix

Les prix de l'accord-cadre sont réputés établis sur la base des conditions économiques du second trimestre 2020 (T1) ; ce mois est appelé " mois zéro ".

Les prix sont révisés annuellement par application aux prix de l'accord-cadre d'un coefficient C_n donné par la formule :

$$C_n = 15.0\% + 85.0\% (I_n/I_0)$$

Selon les dispositions suivantes :

- C_n : coefficient de révision.
- Index (n) : valeur de l'index de référence au mois n.
- Index (o) : valeur de l'index de référence au mois zéro.

Le mois "n" retenu pour le calcul de chaque révision périodique est celui qui précède le mois au cours duquel commence la nouvelle période d'application de la formule. Les prix ainsi révisés sont invariables durant cette période.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier la partie non exécutée du marché à la date de la révision de prix, si les modifications tarifaires conduisent à une augmentation de plus de 3%

La révision définitive des prix s'opère sur la base de la dernière valeur d'index publiée au moment de l'application de la formule.

Aucune variation provisoire ne sera effectuée.

8 - Garanties Financières

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

9 - Avance

Aucune avance ne sera versée, en dehors des cas prévus aux Article L. 2191-2, Article L. 2191-3 de la partie législative et du Principe de versement d'une avance (Article R. 2191-3, Article R. 2191-4, Article R. 2191-5) de la partie réglementaire du Code de la Commande Publique.

10 - Modalités de règlement des comptes

10.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11 du CCAG-TIC.

10.2 - Présentation des demandes de paiement

Les demandes de paiement seront présentées selon les conditions prévues à l'article 11.4 du CCAG-TIC et seront établies en un original et 1 copie(s) portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- le nom ou la raison sociale du créancier ;
- le numéro de SIRET ;
- le numéro du compte bancaire ou postal ;
- le numéro du marché ;
- le numéro du bon de commande ;
- le montant des prestations admises, établi conformément à la décomposition des prix forfaitaires, hors TVA et, le cas échéant, diminué des réfections ;
- le montant des prestations admises, établi conformément au détail des prix unitaires, hors TVA et, le cas échéant, diminué des réfections ;
- les montants et taux de TVA légalement applicables ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération,
- le montant total TTC des prestations livrées ou exécutées (incluant, le cas échéant le montant de la TVA des travaux exécutés par le ou les sous-traitants) ;
- la date de facturation ;
- la date d'exécution des prestations ;
- le lieu d'intervention de la prestation ;
- le relevé du matériel concerné par l'intervention ;

Les demandes de paiement devront parvenir à l'adresse suivante :

CCI Occitanie (SIEGE)
5 Rue DIEUDONNE COSTES
BP 80032
31701 BLAGNAC CEDEX

Dispositions applicables en matière de facturation électronique :

Sans préjudice des mentions obligatoires fixées par les dispositions législatives ou réglementaires, les factures électroniques transmises par le titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct comportent les mentions suivantes :

- 1° La date d'émission de la facture ;
- 2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- 3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- 4° En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, les références du contrat ou le numéro de l'engagement attribué par le système d'information financière et comptable du destinataire de la facture ;
- 5° La désignation du payeur, avec l'indication, pour les personnes publiques, du code d'identification du service chargé du paiement ;
- 6° La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- 7° La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
- 8° Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- 9° Le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- 10° L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;
- 11° Les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Les factures comportent en outre les numéros d'identité de l'émetteur et du destinataire de la facture, attribués à chaque établissement concerné ou, à défaut, à chaque personne en application de l'article R. 123-221 du code de commerce.

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement **sur le portail de facturation Chorus Pro**. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'État pour une facture transmise par échange de données informatisé).

10.3 - Délai global de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

10.4 - Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-TIC.

10.5 - Paiement des sous-traitants

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur au titulaire du marché, sous pli recommandé avec accusé de réception, ou la dépose auprès du titulaire contre récépissé. Le titulaire a 15 jours pour faire savoir s'il accepte ou refuse le paiement au sous-traitant.

Cette décision est notifiée au sous-traitant et au pouvoir adjudicateur. Le sous-traitant adresse également sa demande de paiement au pouvoir adjudicateur accompagnée des factures et de l'accusé de réception ou du récépissé attestant que le titulaire a bien reçu la demande, ou de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé.

Le pouvoir adjudicateur adresse sans délai au titulaire une copie des factures produites par le sous-traitant.

Le paiement du sous-traitant s'effectue dans le respect du délai global de paiement. Ce délai court à compter de la réception par le pouvoir adjudicateur de l'accord, total ou partiel, du titulaire sur le paiement demandé, ou de l'expiration du délai de 15 jours mentionné plus haut si, pendant ce délai, le titulaire n'a notifié aucun accord ni aucun refus, ou encore de la réception par le pouvoir adjudicateur de l'avis postal mentionné ci-dessus.

Le pouvoir adjudicateur informe le titulaire des paiements qu'il effectue au sous-traitant.

En cas de cotraitance, si le titulaire qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire du groupement, ce dernier doit également signer la demande de paiement.

11 - Conditions d'exécution des prestations

Les prestations devront être conformes aux stipulations du contrat (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du contrat).

L'accord-cadre s'exécute au moyen de bons de commande dont le délai d'exécution commence à courir à compter de la date de notification du bon.

Adresse de livraison :

L'adresse à prendre en compte est Celle(s) indiquée(s) au bon de commande

La mention de l'adresse de livraison sera impérativement reprise obligatoirement dans le corps de la facture.

11.1 – Obligation d'information et de conseil :

Dans le cadre de sa mission le Titulaire s'engage à informer la CCI Occitanie :

- De toutes évolutions législatives et réglementaires ayant des répercussions sur les matériels et prestations associées objet du présent marché,
- Des évolutions logicielles ayant des impacts sur le « licensing » des constructeurs éditeurs,

Le Titulaire s'engage également à préconiser des solutions adaptées aux besoins du bénéficiaire et à l'accompagner dans l'optimisation des systèmes mis en place surtout en termes de coûts.

11.2 – Conformité et réglementation :

Les normes et spécifications techniques sont celles en vigueur à la date de signature du marché par le titulaire.

Le titulaire s'engage à communiquer à la CCI Occitanie :

- Toute modification de la réglementation et des normes, et ce dès sa date d'effet,

Le titulaire est tenu de respecter la réglementation applicable aux matériels et prestations associées objet du présent marché, de se conformer à l'ensemble des dispositions réglementaires ainsi qu'à toutes les évolutions de ladite réglementation.

Le titulaire ne pourra en aucun cas se prévaloir de l'absence de référence à la norme ou aux textes réglementaires de référence pour prétendre s'y soustraire.

11.3- Matériels, objets et approvisionnements confiés au titulaire :

En vue de l'exécution du contrat, des matériels, objets et approvisionnements sont remis par le pouvoir adjudicateur au titulaire sans transfert de propriété à son profit. Les conditions de remise puis de restitution sont prévues à l'article 17 du CCAG-TIC.

11.4 - Garantie des fournitures :

Les modalités de cette garantie sont définies à l'article 30 du CCAG-TIC.

11.5 Formation du personnel :

Le titulaire assurera la formation du personnel chargé d'utiliser les prestations ; le cas échéant le référent technique du site et le référent informatique.

12 - Constatation de l'exécution des prestations

12.1 – Collaboration avec les tiers :

Dans le cadre de l'exécution du marché, le titulaire s'engage à collaborer, en cas de besoin et à la demande du Pouvoir Adjudicateur, avec tout tiers auxquels il aurait confié des travaux en relation avec les prestations, de manière à assurer la compatibilité et l'interopérabilité des interventions pour leur cohérence et la bonne exécution des solutions mises en place. Cette collaboration s'exécute impérativement sous le pilotage du pouvoir Adjudicateur.

Le titulaire et les tiers susvisés s'engagent à communiquer, dans le respect des obligations de confidentialité, les informations dont ils disposent et qui sont utiles à la bonne réalisation des prestations et au fonctionnement pérenne des solutions mises en place.

12.2 – Livraisons exécution des prestations associées :

En complément des conditions spécifiées à l'article 20 du CCAG-TIC, les délais de livraison, d'exécution des prestations ou d'installation sont celles précisées au CCTP et au bon de commande (heures de livraison, facilités d'accès au site, récipiendaire du site...etc.)

L'ensemble des conditions auront été précisées sur le devis émis et joint à la commande.

Toute livraison égarée du fait du non-respect des indications au bon de commande sera à la charge entière du titulaire.

Les matériels et objet d'un même bon de commande sont livrés en une seule fois.

Le titulaire s'engage à livrer et à exécuter les prestations associées en une seule et même intervention et dans le respect des dates indiquées à la commande et/ou dans les délais préalablement validés avec le récipiendaire du site. En cas de non-respect de ces délais le titulaire encourt sans mise en demeure préalable les pénalités fixées à l'article 17 du présent CCAP, sauf si les causes ne permettant pas de respecter les délais contractuels ne lui sont pas imputables.

12.3- Vérifications

Les vérifications quantitatives et qualitatives simples seront effectuées au moment même de la livraison de la fourniture ou de l'exécution de service (examen sommaire) conformément aux articles 24 à 28 du CCAG-TIC

Chaque Matériel ou Prestation fait l'objet de vérification et réception.

Les vérifications seront effectuées par le référent SI, et/ou le référent du site délégué aux prestations conformément aux stipulations du bon de commande concerné.

12.5 - Décision après vérification

A l'issue des opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur prendra sa décision dans les conditions prévues aux articles 27 et 28 du CCAG-TIC.

Cette étape doit permettre à la CCI Occitanie, avec le concours du titulaire, de tester et de valider le fonctionnement du matériel livré et/ou des Prestations associées d'installation.

Au terme de cette période le service est réputé régulier si :

- La durée cumulée des temps d'arrêt imputables au système n'excède pas 2 heures (pendant la période de vérification)
- Les temps d'arrêt ont comme point de départ le moment où la panne est signalée au titulaire et prennent fin dès que le matériel est de nouveau en état de fonctionner. Il se décompte dans la limite des heures ouvrées.
- Les composants logiciels sont à jour des versions supportées par l'éditeur et à jour des correctifs de faille de sécurité

Si la mise à jour des composants relève de la responsabilité de la CCI Occitanie, la VSR est prononcée.

A l'issue de la période de VSR la réception est prononcée sous 7 jours calendaires sauf ajournement, réfaction ou rejet de matériel et/ou de la prestation associée.

A l'issue des opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur prendra sa décision dans les conditions prévues aux articles 27 et 28 du CCAG-TIC.

12.6 – Matériel non installé par le titulaire :

A la livraison des matériels, en cas de constat d'anomalies, la CCI Occitanie transmet une réclamation au titulaire qui s'engage à régulariser sous 8 jours. Cette réclamation suspend toutes les opérations de vérification de réception et le matériel est réputé non-livré ; dès lors aucun paiement ne peut être honoré.

13 – Délais :

Le titulaire fournira une adresse mail, afin d'assurer la traçabilité des demandes d'informations ou réclamations et/ou un outil de suivi de type GAO ou MAO.

Les délais de livraison, d'exécution des prestations associées ou d'installation sont précisées au CCTP et ou au bons de commandes.

13.1 – Prolongation de délais à l'initiative du titulaire :

Toute prolongation de délai est réalisée dans le cadre de l'article 13.3 du CCAG-TIC.

Par dérogation, le silence gardé par la CCI Occitanie dans un délai de 15 jours à compter de la réception de la demande vaut refus implicite.

14 – Concession et droit de propriété intellectuelle :

14.1 – Droit d'usage :

Le titulaire du marché concède, à titre non exclusif, au pouvoir adjudicateur ainsi qu'aux tiers désignés, le droit d'utiliser ou de faire utiliser les résultats conformément à l'article A.38 du CCAG-TIC.

La fourniture de licences de logiciel est prévue par le présent contrat.

Le titulaire en concède, avec l'ensemble des garanties de droits et de faits associées, à titre non-exclusif le droit d'utilisation et d'exploitation desdits logiciels.

Cette concession de droit d'usage est accordée pour toute la durée d'utilisation du matériel.

Le titulaire fournit à la CCI Occitanie :

- Les logiciels transcrits sur un support d'information lisible sur le matériel
- Des manuels décrivant les fonctions et les modalités d'emploi des logiciels fournis et permettant leur mise en œuvre.
- D'un document attestant la délivrance de la licence et de son numéro

Pendant une période de deux ans, le titulaire assiste, sur leur demande, le pouvoir adjudicateur et les tiers désignés, dans l'exercice des droits concédés.

15 - Cybersécurité :

Le cahier des clauses simplifiées de cybersécurité est applicable au présent marché

Ce clausier est consultable sur le lien suivant :

<https://www.legifrance.gouv.fr/eli/arrete/2018/9/18/ECOP1825228A/jo/texte/fr>

Le titulaire s'engage à respecter et à veiller à leur respect en cas de sous-traitance.

16 - Garantie des prestations

Les fournitures et prestations feront l'objet d'une garantie de 1 an dont le point de départ est la date de notification de la décision d'admission. Les modalités de cette garantie sont définies à l'article 30 du CCAG-TIC.

Les garanties particulières suivantes sont également prévues dans les conditions suivantes :

Lorsqu'une garantie cours, postérieurement à la fin du marché, le titulaire s'engage à fournir tous les éléments nécessaires à la prise en charge en maintenance au "nouveau titulaire" du marché consécutif.

Au terme de la garantie, les équipements et/ou fonctionnalités installés s'intègrent au contrat de maintenance conformément aux conditions de l'article 32 du CCAG-TIC et du présent CCAP.

17 - Pénalités

Les pénalités sont cumulatives. *

17.1 - Pénalités de retard

Par dérogation à l'article 14 du CCAG TIC, lorsque le délai contractuel d'exécution ou de livraison est dépassé par le fait du titulaire, celui-ci encourt, par jour de retard et sans mise en demeure préalable, une pénalité de 100.00€ par jour de retard.

Par ailleurs sont concernées également les pénalités résultant d'un défaut de sécurité de la part du titulaire.

En cas d'intrusion sur l'autocommutateur, la responsabilité du titulaire sera engagée et soumise à indemnisation sur la base des coûts supportés par le Pouvoir Adjudicateur.

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG-TIC, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard.

17.2 - Pénalités d'indisponibilité pour les prestations de maintenance

Une pénalité journalière pour indisponibilité s'applique dans les conditions suivantes :

OBJET DE LA PENALITE	VALEUR CIBLE	PENALITE
Maintenance : retard dans la prise en charge de la demande de dépannage	Prise en compte au-delà de 2 heures	50 € HT par heure de retard plafonné à 500 € HT.
Panne bloquante	Indisponibilité maximale de 4 heures.	80€ HT par heure supplémentaire d'indisponibilité
Panne non bloquante	Indisponibilité maximale de 2 jours	50€ HT par journée suivante supplémentaire d'indisponibilité
Maintenance : Dépassement de la Garantie du Temps de Rétablissement (GTR)	Supérieur à 4heures (incident majeur) J+1 (incident mineur)	100 € HT par heure de retard plafonné à 1000 € HT.

Ces pénalités sont encourues du simple fait de la constatation du retard du titulaire à la remise en état de l'installation concernée.

La pénalité commence à la première heure de dépassement et est plafonnée à 1000,00€ HT par incident.

17.3 - Pénalité pour travail dissimulé

Si le titulaire de l'accord-cadre ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité correspondant à 10,0 % du montant TTC de l'accord-cadre.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

18 - Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-TIC, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

19 - Résiliation du contrat

19.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre

Les conditions de résiliation de l'accord-cadre sont définies aux articles 39 à 46 du CCAG-TIC.

En cas de résiliation de l'accord-cadre pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire ne percevra aucune indemnisation.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D.

8222-7 ou D. 8254-2 à D. 82545 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire.

19.2 - Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire de l'accord-cadre. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution de l'accord-cadre.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution de l'accord-cadre. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation de l'accord-cadre est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution de l'accord-cadre, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

20 - Règlement des litiges et langues

Les parties s'engagent à résoudre leurs éventuels différends prioritairement par voie de conciliation.

Toute contestation de la part du titulaire, relative à l'exécution du présent contrat, devra faire obligatoirement l'objet d'un mémoire en réclamation adressé au pouvoir adjudicateur avant toute saisine de la juridiction administrative.

Dans son mémoire en réclamation, le titulaire expose les motifs de son différend, indique, le cas échéant, les montants de ses réclamations et fournit les justifications nécessaires correspondant à ces montants.

L'absence de réponse de la CCIR Occitanie au bout de deux mois vaut décision implicite de refus.

Le tribunal territorialement compétent est le tribunal administratif du lieu d'exécution du marché soit :

Tribunal administratif de Toulouse 68 Rue Raymond IV-BP 7007 31068 TOULOUSE Cedex 07 Tél : 0562735757 courriel : greffe.ta-toulouse@juradm.fr	Tribunal Administratif de Montpellier 6 rue Pitot 34000 Montpellier - Tel : 04 67 54 81 00 courriel : greffe.ta-montpellier@juradm.fr
---	--

Les voies de recours ouvertes aux candidats sont les suivantes :

Référé précontractuel prévu aux articles L.551-1 à L.551-12 du Code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé avant la signature du contrat.

Référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 du CJA, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du CJA.

Recours pour excès de pouvoir contre une décision administrative prévu aux articles R. 421-1 à R. 421-7 du CJA, et pouvant être exercé dans les 2 mois suivant la notification ou publication de la décision de l'organisme (le recours ne peut plus, toutefois, être exercé après la signature du contrat).

Recours de pleine juridiction ouvert aux tiers justifiant d'un intérêt lésé, et pouvant être exercé dans les deux mois suivant la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique.

En cas de difficultés survenant lors de la procédure de passation, l'organe chargé de jouer le rôle de médiateur est :

Comité consultatif interrégional de règlement amiable des litiges :

CCIRA de Bordeaux 103 bis, rue Belleville - BP 952 - 33063 BORDEAUX Cedex- Tél. 05.56.69.27.18 (Mme Claire GACHET, secrétaire du CCIRA) Tél.06.26.14.40.10 (Mme Claudine TEYSSANDIER-ROUSSET, Secrétaire adjointe du CCIRA) Courriels claire.gachet@direccte.gouv.fr Claudine.teyssandier-rousset@drjscs.gouv.fr	CCIRA de Marseille Place Félix-Baret CS 80001 13282 MARSEILLE Cedex 06 Courriel : catherine.pietri@paca.pref.gouv.fr Tél. : 04.84.35.45.54 Fax : 04.84.35.44.60
---	--

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

21 - Clauses complémentaires

Une clause de réexamen est introduite dans le présent CCAP afin de prendre en compte l'évolution des périmètres du marché.

Cette clause de réexamen permettra d'éviter la conclusion d'un avenant venant modifier le périmètre du marché et en bouleverser l'économie.

22 - Dérogations

- L'article 2 du CCAP déroge à l'article 4.1 du CCAG - Technique de l'Information et de la Communication
- L'article 5.3 du CCAP déroge à l'article 5.2.3 du CCAG - Technique de l'Information et de la Communication
- L'article 11 du CCAP déroge à l'article 20 du CCAG - Technique de l'Information et de la Communication
- L'article 13.1 du CCAP déroge à l'article 26 du CCAG - Technique de l'Information et de la Communication
- L'article 17.1 du CCAP déroge à l'article 43 du CCAG - Technique de l'Information et de la Communication